

**V. Nation et nationalisme /
Natie en nationalisme**

ALAIN DIECKHOFF (DIR.)

«Belgique. La force de la désunion»

Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, 160 p.

La Belgique n'en finit pas de s'interroger sur son existence. Face à des citoyens en apparence belges et fiers de l'être, on trouverait une classe politique accusée d'être à l'origine de querelles et de divisions qui seraient la source de sa légitimité alors que la population ne serait, elle, nullement partie prenante dans ces conflits. La vision est caricaturale. Le lecteur l'aura immédiatement compris. Mais elle n'en interpelle pas moins les chercheurs, belges et étrangers. Dès lors, chaque année nous apporte sa moisson d'ouvrages, bons ou mauvais, neufs dans l'approche ou plus traditionnels dans leur démarche.

Cet ouvrage est le fruit des travaux du groupe de recherche du Centre d'Études et de Recherches internationales (CERI). Il se veut une tentative de réponse aux interrogations quant à l'avenir de la Belgique. Outre la présentation d'Alain Dieckhoff, on y trouve quatre contributions : "De l'indépendance à l'État fédéral" (Xavier Mabille), "Mouvements linguistiques, nouvelles nations ?" (Lode Wils), "La question nationale belge à l'épreuve de l'immigration" (Marco Martiniello) et "La Belgique d'aujourd'hui comme société politique" (Wilfried Dewachter). Ces articles sont suivis d'une chronologie allant du XVI^e siècle à 1995. Une coquille s'y est glissée : le Congrès

national wallon au cours duquel fut voté le rattachement à la France n'a pas eu lieu les 20 et 21 février 1946 mais bien les 20 et 21 octobre 1945. Autre source d'étonnement par rapport à cette chronologie détaillée : on n'y trouve ni le mot 'Fourons' ni le mot 'amnistie'.

Constatons tout d'abord qu'il s'agit d'un ouvrage qui nous semble plutôt destiné à un public non belge puisque les articles présentés ici ont, pour l'essentiel, fait l'objet de synthèses plus développées destinées, quant à elles, à l'espace national. Force est en effet de constater que l'étude, bien que de bonne facture, n'apporte rien de résolument neuf. Elle dresse un portrait de l'évolution historique de l'État belge depuis la fin de l'Ancien Régime jusqu'aux derniers soubresauts constitutionnels de 1995.

Plusieurs thèmes se retrouvent dans l'ensemble des contributions : ainsi, l'interrogation sur le rôle des élites. Quelle place ont-elles occupée dans le processus de fédéralisation dans lequel le pays s'est engagé ? Peuvent-elles être considérées comme des porte-parole des masses ou, au contraire, soucieuses de leurs intérêts propres, seraient-elles incapables d'être à l'écoute de l'opinion publique ? Celle-ci a-t-elle véritablement un rôle à jouer ou se situe-t-on dans un domaine où l'opinion n'influence que peu fort peu le processus de décision ?

L'ouvrage consacre aussi une large place à l'émergence des sociétés ou nations (selon la terminologie respective des auteurs) flamande et wallonne. Peut-on établir de réels parallèles entre

leur degré d'évolution ? En d'autres termes, peut-on parler d'une conscience nationale qui serait au même stade d'avancement en Flandre et en Wallonie ? La question mériterait de plus longs développements.

Mais la société ou les sociétés belge(s) ne se limite(nt) pas aux seuls Flamands et Wallons. Il y a bien sûr Bruxelles, ses enjeux et son caractère spécifique. Tout en soulignant son importance, le livre n'y accorde somme toute qu'une place assez limitée, ce qui nous semble particulièrement regrettable, en particulier dans la contribution de Marco Martiniello. L'auteur analyse en effet les discours des 'régionalistes' wallons et des 'nationalistes' flamands par rapport au thème de la participation politique des immigrés. Il en conclut que malgré des discours différents sur la nation (la Flandre adhérant plutôt, avec des nuances, à la conception d'une nation de type ethno-culturel tandis que le discours wallon, avec des nuances toujours, se veut plus proche des principes électifs et de citoyenneté), les pratiques sur le terrain par rapport à la participation des immigrés à la vie politique sont proches. De part et d'autre, on refuse le principe d'une 'ethnisation' supplémentaire, c'est-à-dire l'idée que les communautés immigrées créeraient des formations politiques basées sur leurs origines alors que, paradoxalement, les partis politiques belges sont organisés selon le même principe. Or, on le sait, la Région bruxelloise compte une communauté immigrée particulièrement importante. Pourtant, Martiniello n'en parle guère et, en tout cas, glisse très rapidement sur le cas de Bruxelles.

Lode Wils nous présente ici une version résumée de son ouvrage *Histoire des nations belges* paru aux éditions Quorum en 1996. Il conclut sur deux définitions éclairantes de la nation, celle de Renan basée sur les notions d'héritage commun et du fameux "plébiscite de tous les jours" et celle du sociologue Deutsch pour qui "la nation est un réseau de connexions créées par l'histoire". Dans le cas de la nation belge, on peut de fait s'interroger : dans quelle mesure la notion d'héritage commun, 'le souvenir du passé', est-elle encore de mise à l'heure où les sensibilités historiennes se distinguent de plus en plus ? Le 'plébiscite de tous les jours' n'est-il pas précisément mis chaque jour à mal ? Par ailleurs, les réseaux de connexions existent-ils encore ? La communication sociale n'est-elle pas pour l'essentiel basée sur des réseaux de connexion de type régional ? Certes, de temps à autre, des exaltations ou des événements dramatiques semblent revigorer l'identité belge mais quel sera leur impact à long terme ?

L'ouvrage a pour titre *La force de la désunion*. Certes, les compromis, le pragmatisme à la belge sont des réalités. Mais les auteurs ne me semblent pas véritablement répondre à la question essentielle : en quoi la désunion est-elle une force ? Une conclusion commune leur aurait peut-être permis d'aborder cette autre question : pourquoi, la Belgique... malgré tout ?!

Chantal Kesteloot